

La Pologne de «l'ordre moral » sous la baguette des frères K.¹

Pour faire table rase de la période de transition, les frères Kaszynski rêvent d'une IVe République. « Pour l'instant, ils n'ont réussi qu'à plonger le pays dans le chaos, a dénoncé l'hebdo de gauche Polityka. Il y a bien longtemps qu'on n'avait pas vu, dans ce pays, tant de querelles, ni une ambiance aussi haineuse. »

La droite au pouvoir en Pologne, une affaire de famille ? Certes, les deux jumeaux Kaszynski, Lech et Jaroslaw, font la paire au sommet de l'Etat. L'un est Président, l'autre Premier Ministre. Et quelle droite ! L'actuelle coalition gouvernementale rassemble tout le spectre conservateur, des réactionnaires cléricaux aux populistes et aux nationalistes catholiques : Le PIS des deux frangins, Autodéfense (Samoobrona) et la Ligue des familles polonaises (LPR). Ensemble, ils sont allés chercher 45% des voix. Mais largement par défaut. 40% des Polonais seulement ont, en effet, participé aux législatives du 25 septembre 2005. Et le président n'a été élu qu'avec 54% des voix, mais plus de...50% d'abstentions un mois plus tard.

C'est pourtant une droite ambitieuse qui parle d'instaurer une IVe République. Au prix d'un virage radical : libéralisme économique mâtiné de rhétorique sociale, méfiance vis-à-vis de l'unification européenne, autoritarisme, retour aux valeurs morales du passé. Avec un succès plus que mitigé. Quelques mois après les élections, les sondages montraient déjà que, pour la majorité des Polonais, la coalition était loin de tenir ses promesses. Et aujourd'hui, deux tiers de la population estiment que leur pays prend une mauvaise direction. Mais après avoir placé ses hommes à la tête des médias publics et sachant pouvoir compter sur une partie de la presse « populaire », tirant parti de la faiblesse d'une opposition politique divisée et largement discréditée, le pouvoir a très naturellement et très vite montré les dents à ceux – étudiants, médecins ou syndicalistes – qui contestent ses orientations. Dans le même temps, « *l'Institut de la mémoire nationale, chargé des recherches sur les crimes du communisme, s'emploie à adapter l'histoire aux besoins des gouvernants.* »² Ainsi va la transformation de la Pologne, dans l'inintérêt, voire avec la bienveillance du reste de l'Union européenne.

Chasse aux sorcières

La situation a semblé mûre au gouvernement pour lancer une véritable chasse aux sorcières. En octobre 2006, une loi a été votée selon laquelle plusieurs centaines de milliers de citoyens doivent déclarer s'ils ont collaboré avec les communistes depuis la fin de la guerre mondiale jusqu'en 1989. Sont concernés des hauts fonctionnaires, des avocats, des enseignants, des élus, des magistrats ou des journalistes nés avant 1972. Le texte est entré en vigueur le 15 mars. Les « intéressés » ont jusqu'au 15 mai pour répondre. Les « collaborateurs » seraient licenciés. Les réfractaires chassés de leur profession pour dix ans. Très éloquemment dans un Etat où l'église catholique occupe une place centrale, cette loi a été baptisée de « *lustration* ». Soit, indique le dictionnaire Robert, de « *purification rituelle* ». L'« ordre moral » est à ce prix. Déjà, le ministre de l'Education, Roman Giertych, a déposé un projet de loi homophobe qui enverrait les pédagogues « déviants » au chômage ou en prison. Le père de ce monsieur s'était illustré, voici quelques mois, en publiant une plaquette antisémite aux frais du Parlement européen. A la mi-avril, le président de la Chambre des députés, l'ultra-conservateur Marek Jurek, a présenté sa démission après que les députés ont rejeté, de peu, des propositions d'amendements à la Constitution déposées par la coalition au pouvoir afin de rogner un droit à l'interruption volontaire de grossesse déjà fort limité.

¹ Analyse parue dans le N° 319 du *Journal du mardi*, 8 mai 2007.

² « Au nom de la solidarité ». *Le Monde diplomatique*, septembre 2006.

Le leitmotiv de ce gouvernement en croisade, c'est que, depuis le changement de régime, un « arrangement » a maintenu la Pologne sous contrôle des ex-communistes, des laïcs et des affairistes. Si effectivement, corruption et jeux douteux ont émaillé la transition démocratique, l'équipe actuelle y a surtout trouvé des boucs émissaires pour tenter de passer au bleu les ratés de sa gestion.

Dès lors, « *Personne n'échappe aux soupçons. En l'espace de dix-huit mois, la Pologne a eu quatre ministres des Finances, deux ministres des Affaires étrangères, deux ministres de la Défense et deux Premiers ministres. Le service diplomatique polonais a été décimé et le personnel de l'Institut de la mémoire nationale (IPN), où étaient conservées une grande partie des archives de la police secrète, a été renvoyé.* »³

« Humiliation »

Face à cette paranoïa organisée, d'anciens dissidents respectés ont exprimé leur indignation. Comme Adam Michnik. Ou l'eurodéputé Bronislaw Geremek. Cette figure emblématique de l'opposition démocratique d'avant 1989 a lancé un retentissant « *Je refuse* » dans l'hémicycle de Strasbourg et parlé de la loi de lustration comme d'une « *exigence arbitraire* » et d'une « *humiliation* ». L'ancien conseiller du syndicat Solidarité a ainsi dénoncé ce que l'ancien président Lech Walesa a qualifié de véritable « *inquisition* ». Une autre figure de l'histoire contemporaine de la Pologne, le premier chef de gouvernement de l'époque post-communiste, Tadeusz Mazowiecki, a lui aussi décidé de défier le gouvernement.

L'opinion publique, en butte aux difficultés de la vie quotidienne, est aussi partagée que les milieux intellectuels. Une partie de l'intelligentsia ne s'en est pas moins tournée vers la justice dans l'espoir que loi controversée soit déclarée anticonstitutionnelle. Saisi par l'opposition sociale-démocrate et par le médiateur de la République, le tribunal constitutionnel polonais doit rendre son verdict le 11 mai.

Pour la démocratie

L'ex-président social-démocrate polonais Aleksander Kwasniewski et une centaine d'hommes politiques et d'intellectuels dont la poétesse Wislawa Szymborska, prix Nobel de littérature, ont annoncé mardi la création d'un Mouvement pour la démocratie. Dans une déclaration, les signataires accusent la droite conservatrice au pouvoir en Pologne de « ne pas comprendre » la démocratie et de « chercher à affaiblir et à désavouer les institutions d'un Etat démocratique telles que les tribunaux indépendants et les médias libres. » Ils reprochent aux jumeaux conservateurs Lech et Jaroslaw Kaczynski, alliés à l'extrême-droite et aux populistes, d'« affaiblir la position de la Pologne dans l'arène internationale. » Les fondateurs du mouvement souhaitent « contribuer au développement de la société civile et soutenir toutes les formes d'autogestion locale ou professionnelle », selon la déclaration publiée sur leur site Internet www.rrd.org.pl. Parmi ses signataires figurent les anciens chefs de la diplomatie polonaise Andrzej Olechowski (libéral) et Wlodzimierz Cimoszewicz (social-démocrate), les ex-membres de la direction nationale du syndicat Solidarité Bogdan Lis et Wladyslaw Frasyniuk, ainsi que l'actuel maire de Cracovie Jacek Majchrowski (indépendant)

³ « Pologne : la société du soupçon. Une réputation gâchée ». International Herald Tribune, le 25 avril 2007